



LANCEMENT DU GUIDE DE RÉFÉRENCE SUR LES DÉROGATIONS MINEURES

Le 26 mai 2007, dans le cadre d'une journée de formation tenue à Beloeil, l'Association québécoise d'urbanisme (AQU) procédait au lancement de son 5^e guide de référence. Abordant le thème des dérogations mineures, le guide vise à décrire le cadre juridique relatif à ce pouvoir accordé aux conseils municipaux en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

Se voulant un outil de vulgarisation, le guide s'adresse d'abord aux membres de comités consultatifs d'urbanisme (CCU). Il pourra également intéresser les élus, les professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme ainsi que tout citoyen intéressé à la pratique de l'urbanisme.

L'auteur du guide, M^e Pierre Laurin, avocat spécialisé en droit municipal du cabinet Tremblay, Bois, Mignault, Lemay répond notamment aux questions qui suivent. Quel est le contenu minimal d'un règlement sur les dérogations mineures ? Quelles sont les dispositions réglementaires qui peuvent faire l'objet d'une dérogation ? Quelles conditions peuvent être rattachées à une dérogation ? Quelle procédure suivre pour traiter une demande de dérogation ? Le guide comprend également des exemples d'avis publics et de résolutions accordant ou refusant des demandes de dérogations mineures.

La publication de ce guide a été réalisée grâce à la participation financière du ministère des Affaires municipales et des Régions. Mme Marie-Lise Côté, directrice de l'Aménagement et du Développement local était présente lors du lancement, ainsi que son auteur Me Pierre Laurin.

Une copie du guide sera prochainement transmise à tous les membres de l'AQU ainsi qu'aux maires et mairesses du Québec. Il est également possible de se procurer des exemplaires supplémentaires auprès du secrétariat de l'Association.